

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/RUS/6**

25 octobre 1995

(95-3248)

---

Original: anglais

## ACCESSION DE LA FEDERATION DE RUSSIE

### Réglementation du commerce des services

#### Supplément à l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la Fédération de Russie (L/7410)

#### A. Description générale du marché

Ces dernières années, l'évolution de l'économie de la Fédération de Russie a été marquée par l'importance croissante du secteur des services, qui représente actuellement 53,5 pour cent du PIB, dont 12,6 pour cent pour le commerce et la restauration collective, 10,5 pour cent pour les transports, 10 pour cent pour les services financiers, le crédit et l'assurance, et 1,1 pour cent pour les communications (voir le tableau 1 de l'annexe 1).

Le secteur des services représente 48,1 pour cent de l'emploi total dans la Fédération de Russie, dont 11,3 pour cent pour l'éducation, la culture et les arts, 9,7 pour cent pour le commerce, les services publics et les approvisionnements matériels et services techniques, et 7,8 pour cent pour les transports et les communications (voir le tableau 2 de l'annexe 1).

La Fédération de Russie est importatrice nette de services; en 1994, la valeur des importations de services (13 769 millions de dollars EU) a été plus de deux fois supérieure à celle des exportations (6 906 millions de dollars EU). Parmi les principaux services exportés figuraient les services de transport (3 074 millions de dollars EU - 44,5 pour cent des exportations totales de services), les services liés au tourisme (2 053 millions de dollars EU - 29,7 pour cent), les services de commerce et les services fournis aux secteurs agricole, minier et manufacturier (327,3 millions de dollars EU - 4,7 pour cent), les services juridiques, comptables, d'audit, de conseil fiscal et de commercialisation (297,9 millions de dollars EU - 4,3 pour cent), et d'autres services (768,5 millions de dollars EU - 11,1 pour cent). En 1994, trois secteurs ont représenté plus de 80 pour cent des importations de services: le tourisme (6 825 millions de dollars EU - 49,6 pour cent des importations totales de services), les transports (2 413 millions de dollars EU - 17,5 pour cent), la construction (1 860 millions de dollars EU - 13,5 pour cent), et d'autres services (2 302,2 millions de dollars EU - 16,7 pour cent).

La mise en conformité des pratiques russes en matière de comptabilité et de statistiques avec les pratiques généralement reconnues est un processus compliqué qui est mis en oeuvre progressivement. Le calcul du PIB sur la base du système de comptabilité nationale et l'établissement de la balance des paiements conformément aux recommandations du Fonds monétaire international ont été mis en place assez récemment. Des renseignements supplémentaires seront fournis à mesure que les méthodes de collecte des données et d'établissement des statistiques s'amélioreront.

B. Politiques affectant le commerce des services

i) Evolution des lois et règlements, règles, procédures et dispositions administratives influant sur le commerce des services

L'adaptation de la réglementation du secteur des services aux besoins et exigences de l'économie de marché a créé une situation dans laquelle de nouvelles lois coexistent souvent avec d'anciens textes réglementaires, et de nouveaux règlements sont mis en place afin de répondre aux objectifs de politique nationale dans des secteurs de services donnés. Sont particulièrement visés les services qui n'étaient pas fournis sur une base commerciale, ni réglementés dans le cadre de l'ancien système économique. Face à une telle situation, la Fédération de Russie a reconnu qu'elle devait faire des efforts particuliers pour assurer la transparence.

On peut s'attendre à ce que, pendant un certain temps, le cadre réglementaire régissant le secteur des services soit fréquemment ajusté et amélioré en fonction de l'expérience acquise et des progrès réalisés dans la mise en place d'une capacité nationale de fournir des services sur une base concurrentielle.

La fourniture de services dans la Fédération de Russie est réglementée par des lois et des décrets gouvernementaux, ainsi que par les administrations régionales.

ii) Législation "horizontale"

Comme dans la plupart des pays, le commerce des services dans la Fédération de Russie est soumis à la fois à des lois et règlements de caractère "horizontal" ne s'appliquant pas à un secteur de services spécifique et portant, par exemple, sur l'investissement étranger et l'entrée et l'emploi temporaires des personnes, et à des lois et règlements régissant un secteur ou une activité de services spécifique.

Les principaux textes régissant l'investissement étranger sont la Loi sur l'investissement étranger dans la Fédération de Russie et le Décret présidentiel n° 1466 du 27 septembre 1993 sur l'amélioration du régime des investissements étrangers, qui ont été présentés dans la section 1.3.3 des questions et réponses concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la Fédération de Russie (document WT/ACC/RUS/2, pages 53 à 70). Des renseignements supplémentaires sur la réglementation de l'investissement dans des secteurs de services spécifiques sont fournis ci-dessous.

L'accès et l'emploi des personnes physiques étrangères sont réglementés par les Décrets présidentiels n° 847 du 29 avril 1994 sur les mesures supplémentaires relatives au recrutement et à l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère dans la Fédération de Russie et n° 2146 du 16 décembre 1993 sur le recrutement et l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère dans la Fédération de Russie. Le Service fédéral des migrations délivre des permis pour l'entrée et l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère et en contrôle l'utilisation, sur la base de propositions émanant des organes exécutifs des Républiques, territoires, régions et entités autonomes de la Fédération de Russie, et des villes importantes au plan fédéral. Ces permis fixent des contingents spécifiques pour l'emploi global des ressortissants étrangers, ainsi que des contingents par groupes professionnels.

Des permis peuvent être délivrés à des personnes morales russes, à des entreprises à participation étrangère exerçant des activités sur le territoire de la Fédération de Russie, ainsi qu'à certaines personnes physiques russes et étrangères et à des personnes apatrides résidant sur le territoire de la Fédération de Russie pour leur permettre d'employer des personnes physiques étrangères. La délivrance des permis est subordonnée à une évaluation des besoins économiques. En règle générale, les permis sont délivrés

pour un an au maximum et peuvent être renouvelés pour une période maximale d'un an après acquittement d'une taxe.

Les personnes hautement qualifiées transférées d'une société à l'autre d'un même groupe (directeurs, administrateurs et spécialistes) peuvent être employées par des entreprises étrangères ou des coentreprises sans qu'il soit nécessaire d'établir un permis, sous réserve qu'il soit confirmé qu'elles ont le droit de travailler.

La Fédération de Russie a passé un certain nombre d'accords fondés sur le principe de la réciprocité en matière d'emploi avec les gouvernements des Etats membres de la CEI, de l'Allemagne, de la Pologne, de la Slovaquie, de la Suisse, de la Finlande et de la Chine. Actuellement, 172 000 étrangers originaires de 107 pays travaillent sur le territoire de la Fédération de Russie.

iii) Régime de licences

La fourniture et la qualité des services dans certains secteurs sont soumises à une réglementation administrative directe par le biais de la délivrance de licences pour des types d'activités spécifiques, de la normalisation et de la certification des services, de la réglementation des prix conformément aux normes et dans les limites fixées par la loi, et de l'application de mesures antimonopole. (Les lois et règlements applicables aux services sont énumérés à l'annexe 2.)

La délivrance de licences pour certains types d'activités, notamment dans le secteur des services, est régie par le Règlement gouvernemental n° 1418 du 24 décembre 1994 sur la délivrance de licences en vue de l'exercice de certains types d'activités et elle obéit à des critères objectifs et transparents. Le règlement établit la procédure de délivrance des licences, énumère les activités soumises à licence, et indique les organes exécutifs fédéraux chargés de délivrer les licences ainsi que les services habilités à le faire en leur nom.

Parmi les activités soumises à licence figurent le transport de voyageurs et de marchandises par voie maritime, aérienne et terrestre et par les voies navigables intérieures, les services d'éducation, les services relatifs au tourisme international, certains travaux de construction, les services d'ingénierie, les services d'aménagement urbain et les activités connexes, les services d'architecture, les opérations sur valeurs mobilières et sur marchandises, le lancement de véhicules spatiaux, les services médicaux, les services de location et les services immobiliers. En règle générale, les services qui ne figurent pas dans cette liste ne sont pas soumis à licence.

Toutefois, certains secteurs de services sont réglementés par des lois fédérales spéciales ou par des décrets présidentiels. Les lois régissant le régime de licences bancaires sont la Loi sur les banques et l'activité bancaire dans le cas des services bancaires; la Loi sur l'emploi dans le cas des services rémunérés fournis au titre de l'emploi par des organisations privées; la Loi sur les communications dans le cas des services de communication; et la Loi sur les assurances dans le cas des services d'assurance.

Conformément à leurs statuts, approuvés par le gouvernement de la Fédération de Russie, les organes exécutifs fédéraux suivants peuvent réglementer les services et les activités connexes:

Ministère des communications;  
Ministère de la construction;  
Ministère de l'éducation;  
Comité d'Etat pour l'enseignement supérieur;  
Ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles;  
Ministère des finances;

Ministère de la santé et de l'industrie des produits médicaux et pharmaceutiques;  
 Comité d'Etat pour les sports et le tourisme;  
 Ministère de la culture;  
 Service fédéral pour la télévision et la radiodiffusion;  
 Ministère du transport ferroviaire;  
 Ministère des transports;  
 Comité cinématographique;  
 Service fédéral de surveillance des assurances.

- iv) Tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs permettant de réviser les décisions administratives affectant le commerce des services ou de prendre des mesures correctives appropriées

L'article 46 de la Constitution de la Fédération de Russie garantit la protection juridique des droits et des libertés de toute personne physique ou morale. Un recours peut être formé devant un tribunal contre toute décision ou contre toute action (ou absence d'action) d'un organisme fédéral, d'une administration régionale, d'une association publique ou d'un fonctionnaire. Les tribunaux et les instances d'arbitrage sont habilités à réviser les décisions administratives affectant le commerce des services. Il peut être fait appel d'une décision d'un organe administratif auprès d'un organe administratif supérieur ou d'un tribunal.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 22 du Code de procédure arbitrale de la Fédération de Russie, les différends relatifs à des décisions à caractère non normatif d'organes gouvernementaux ou autres, qui ne sont pas conformes aux lois et règlements, sont portés devant les tribunaux d'arbitrage.

- v) Prescriptions et procédures en matière de qualification, normes techniques, prescriptions en matière de licence et/ou d'enregistrement applicables aux services

Des travaux sont en cours en vue de la normalisation et de la certification des services sur la base des lois sur la protection des consommateurs, sur la certification des produits et des services et sur la normalisation; ces travaux portent sur:

- l'élaboration de normes officielles applicables aux services;
- l'harmonisation des normes russes avec les normes internationales et étrangères;
- l'incorporation dans les normes de prescriptions concernant la sécurité des services fournis aux consommateurs;
- l'établissement de méthodes normalisées de contrôle et de vérification des services;
- l'application des normes ISO 9000 pour la certification des services.

Six comités techniques de normalisation sont chargés d'élaborer les normes applicables aux services, y compris aux services de tourisme et d'hôtellerie, de restauration et de nettoyage à sec, aux services d'entretien et de réparation des véhicules automobiles et des appareils électroniques et radio grand public et aux services de transport. Dix normes et règles de certification ont été établies pour ces services et des travaux ont été engagés pour la normalisation et la certification des services bancaires, des services d'assurance et des services médicaux.

- vi) Dispositions réglementant l'existence et l'activité des monopoles et des fournisseurs exclusifs de services

L'existence et l'activité des monopoles et des fournisseurs exclusifs de services sont réglementées par la Loi du 22 mars 1991 sur la concurrence et la restriction de l'activité monopolistique sur les marchés des produits de base. La Loi fédérale sur les monopoles naturels adoptée par la Douma en

juillet 1995 réglemente l'activité des monopoles naturels dans certains secteurs, tels que le transport par conduites de pétrole, de produits pétroliers et de gaz naturel, le transport ferroviaire et les services des terminaux de transport (ports, aéroports). Cette réglementation repose sur l'imposition de prix fixes ou plafonds (tarifs), sur la communication d'informations essentielles aux consommateurs, et/ou sur la fixation d'un niveau minimal de prestation.

Le Comité antimonopole de la Fédération de Russie veille à l'application de la législation antimonopole.

vii) Dispositions relatives aux mesures de sauvegarde dans le cadre du commerce des services

Il n'existe pas encore de législation traitant des mesures de sauvegarde d'urgence appliquées dans le cadre du commerce des services. La Fédération de Russie appliquera de telles mesures en se conformant aux résultats des négociations prévues à l'article X:1 de l'AGCS.

viii) Dispositions relatives aux transferts internationaux et aux paiements courants dans le secteur des services

Conformément à l'article 9 du chapitre premier de la Loi du 9 octobre 1992 sur la réglementation et le contrôle des changes, aucune restriction n'est imposée aux opérations courantes en devises effectuées par des résidents. Ces opérations comprennent:

- a) les transferts de devises à destination et en provenance de la Fédération de Russie en vue du règlement au comptant d'exportations ou d'importations de biens et de services, et du remboursement de crédits à l'exportation ou à l'importation d'une durée maximale de 180 jours;
- b) l'obtention et l'octroi de crédits pour une durée maximale de 180 jours;
- c) les transferts d'intérêts, de dividendes et d'autres revenus de dépôts et de placements à destination et en provenance de la Fédération de Russie, et les autres opérations liées aux mouvements des capitaux;
- d) les transferts non commerciaux à destination et en provenance de la Fédération de Russie, y compris les transferts de salaires, de pensions de retraite, de pensions alimentaires et d'héritages, et les autres opérations de ce genre.

ix) Dispositions relatives aux transactions en capital concernant le commerce des services

Conformément à l'article 6 du chapitre 11 de la Loi du 9 octobre 1992 sur la réglementation et le contrôle des changes, les opérations en devises liées au transfert de capitaux par des résidents sont réglementées par la Banque centrale de la Fédération de Russie. Ces opérations, visées à l'article 10 du chapitre premier de la loi susmentionnée, sont notamment les suivantes:

- a) les investissements directs, notamment la participation au capital autorisé d'une entreprise dans le but d'en tirer un bénéfice et d'acquérir le droit de participer à la gestion de l'entreprise;
- b) les investissements de portefeuille ou l'acquisition de valeurs mobilières;

- c) les transferts pour l'acquisition de bâtiments, constructions et autres, y compris la terre et le sous-sol, qui, en vertu de la législation en vigueur, sont considérés comme des biens immobiliers, et pour l'acquisition d'autres droits sur des biens immobiliers;
- d) l'octroi et l'obtention de crédits d'une durée de plus de 180 jours pour l'exportation et l'importation de biens et de services;
- e) l'octroi et l'obtention de crédits d'une durée de plus de 180 jours;
- f) toutes les opérations en devises autres que les opérations courantes.

La Banque de Russie a établi les bases de la réglementation des changes. Les opérations en devises liées au transfert de capitaux sont soumises à autorisation.

x) Dispositions relatives aux marchés publics de services

La Fédération de Russie espère participer aux négociations prévues à l'article XIII de l'AGCS. Les renseignements fournis à cette occasion par les Membres de l'OMC l'aideront à préparer une réponse sur ce point.

xi) Dispositions relatives à toute forme d'aide, de dotation, de subvention intérieure, d'incitation fiscale ou de programme de promotion affectant le commerce des services

La notion de subventions au commerce des services n'a pas encore été précisée. La Fédération de Russie suivra de près les travaux engagés au titre de l'article XV de l'AGCS, et les renseignements fournis par les Membres de l'OMC dans le cadre de ces travaux l'aideront à préparer une réponse sur ce point.

C. Renseignements sur des secteurs particuliers

a) Services professionnels

i) Services juridiques

Conformément à la disposition sur la délivrance d'autorisations pour la prestation de services juridiques rémunérés sur le territoire de la Fédération de Russie, approuvée par le Décret gouvernemental n° 344 du 15 avril 1995, ces services sont soumis à l'autorisation du Ministère de la justice et des organes judiciaires infrafédéraux, qui sont aussi chargés de veiller au respect des conditions prescrites.

Une autorisation n'est pas nécessaire pour la prestation de services juridiques dans le cadre d'une entreprise. Certaines catégories de services juridiques, spécifiées dans la législation de la Fédération de Russie et dans les décrets présidentiels, sont soumises à une procédure d'autorisation spéciale (les services de notaires, par exemple).

Les cabinets d'avocats et les juristes étrangers qui fournissent des services juridiques rémunérés sur le territoire de la Fédération de Russie obtiennent une autorisation exclusivement auprès du Ministère de la justice. Le titulaire d'un diplôme de droit d'un autre Etat est autorisé à fournir des services de conseil juridique rémunérés au sujet de la législation de l'Etat qui a délivré le diplôme.

Le Ministère de la justice a accordé plus de 300 autorisations.

ii) Services comptables, d'audit et de tenue de livres

La réglementation de ce secteur est du ressort de la Commission présidentielle d'audit. Les textes juridiques de base applicables dans ce domaine sont le Décret présidentiel du 24 octobre 1994 sur la fixation du calendrier des réunions sur la réglementation de l'activité d'audit dans la Fédération de Russie, et le Règlement gouvernemental n° 15 du 5 janvier 1995, qui stipule que toute personne physique ou morale fournissant des services d'audit doit obtenir une autorisation confirmant qu'elle a le droit d'exercer cette activité.

Les autorisations sont délivrées par les départements compétents du Ministère des finances, de la Banque de Russie ou du Service fédéral de surveillance des assurances (en fonction de la spécialisation du cabinet d'experts-comptables ou du cabinet d'audit).

D'après la Loi fédérale FZ-4 sur la Cour des comptes de la Fédération de Russie, les services comptables et les services de vérification des comptes portant sur les transferts liés aux recettes et aux dépenses du budget fédéral sont du ressort de la Cour des comptes, qui est un organe de contrôle financier d'Etat.

Quelque 3 000 cabinets d'experts-comptables et d'audit opèrent dans la Fédération de Russie, y compris les six plus grands cabinets étrangers.

iii) Services d'architecture

Conformément au Règlement gouvernemental n° 1418 du 24 décembre 1994 sur la délivrance de licences en vue de l'exercice de certains types d'activités, la fourniture de services d'architecture par des personnes physiques et morales russes est soumise à l'autorisation du Ministère du bâtiment et des travaux publics (et de l'Union des architectes). Les entreprises étrangères qui opèrent dans ce secteur en tant que personnes morales russes bénéficient du traitement national sans aucune restriction. La loi réglementant les services d'architecture en Russie ne contient aucune disposition qui serait incompatible avec le traitement de la nation la plus favorisée.

iv) Aménagement urbain et architecture paysagère

Selon le Règlement n° 1418 du 24 décembre 1994, la fourniture des services ci-après est soumise à licence:

- services d'aménagement urbain et d'établissement des dossiers de construction (les licences sont délivrées par le Ministère de la construction);
- services d'exploitation de l'infrastructure des villes et des agglomérations (les licences sont délivrées par les autorités locales); et
- services d'entretien, de conservation et de restauration du patrimoine culturel (les licences sont délivrées par le Ministère de la culture de la Fédération de Russie, si les objets sont inscrits sur la liste des monuments culturels fédéraux et par les autorités locales s'il s'agit de monuments culturels inscrits sur les listes locales correspondantes).

v) Services de recherche-développement

Selon le Règlement n° 1418 du 24 décembre 1994 intitulé "Délivrance de licences en vue de l'exercice de types d'activités spécifiques", une licence est nécessaire pour la fourniture de services

en vue de la réalisation de travaux de recherche, de travaux expérimentaux et de conception dans les domaines ci-après:

- mise au point d'armes, de technologie militaire et d'armement (les licences sont délivrées par le Comité d'Etat des industries de défense);
- recherche sur l'impact des processus et phénomènes hydrométéorologiques et géophysiques;
- recherche en hydrométéorologie, océanographie et héliogéophysique et travaux concernant la surveillance de la pollution, dans l'ordre prévu dans le Règlement n° 787 du 7 août 1995.

En outre, les entreprises et organisations auxquelles un partenaire étranger a passé une commande en matière de recherche et de conception d'armes et de technologie militaire doivent obtenir l'autorisation préalable du Ministère de la défense. C'est là la seule restriction à la réalisation de travaux de recherche en Russie.

vi) Services immobiliers

Selon le Règlement n° 1418 du 24 décembre 1994 sur la délivrance de licences en vue de l'exercice de certains types d'activités, les sociétés immobilières doivent obtenir une licence auprès des organes exécutifs des administrations régionales de la Fédération de Russie.

A Moscou, centre immobilier important, les licences sont accordées par l'Office des licences ou le Centre pour la promotion de la réforme dans le domaine du logement situé à Moscou, conformément au Règlement n° PM-885 du 4 octobre 1994. A l'heure actuelle, dans cette ville 286 entreprises, parmi lesquelles des sociétés étrangères, sont détentrices de licences.

vii) Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs

Selon le Règlement n° 1418 du 24 décembre 1994, les sociétés de leasing doivent obtenir une licence auprès du Ministère de l'économie. A l'heure actuelle, il existe 18 entreprises affiliées à l'Association nationale russe des sociétés de leasing, et 20 qui ne le sont pas.

b) Autres services fournis aux entreprises

i) Services de publicité

Le texte de base qui régit le marché de la publicité est la Loi fédérale FZ-108 du 18 juillet 1995, sur la publicité. La réglementation dans ce secteur vise exclusivement à surveiller l'exactitude de la publicité et l'absence de fausses informations, et est l'affaire du Comité d'Etat pour les mesures antimonopole.

A l'heure actuelle, ce secteur de services englobe toutes les grandes agences de publicité mondiales, appelées les Dix Grandes. L'Association des agences de publicité de Russie a adhéré cette année au Code international de la publicité.



ii) Services annexes aux industries extractives

Selon le Règlement n° 1418 du 24 décembre 1994, la réglementation en la matière relève du Comité de la géologie et de l'utilisation des ressources naturelles (Goskomnedra) et des licences sont requises pour l'exécution des activités ci-après:

- études géologiques, établissement et publication de levés géologiques (électroniques et digitaux compris);
- creusement de puits (sauf pour les eaux thermales) et sondage géologique des ressources naturelles;
- travaux de géophysique (y compris les travaux gravimétriques) liés à la prospection du sous-sol.

Selon le Règlement n° 410 du 25 avril 1995, la réglementation des services d'extraction minière en dehors des limites du plateau continental relève du Goskomnedra et du Ministère des affaires étrangères.

En outre, conformément à la Loi fédérale sur l'utilisation des richesses minérales, des licences sont délivrées pour l'exploitation du sous-sol. Goskomnedra a créé en 1993-1994 un service national chargé de délivrer des licences pour l'exploitation du sous-sol, qui opère par adjudication. Huit mille cinq cent trente licences ont été accordées de la sorte, dont 206 à des sociétés étrangères.

iii) Services de maintenance et de réparation de matériel

Les services de ce secteur soumis à licence sont les suivants:

- production et maintenance de technologie médicale (les licences sont délivrées par le Ministère de la santé et de l'industrie pharmaceutique);
- fabrication et entretien d'instruments de mesure à des fins militaires dans l'armée (les licences sont délivrées par le Ministère de la défense);
- élaboration et fabrication d'armes et de matériel militaire (les licences sont délivrées par le Comité des industries de défense);
- essai, fabrication et stockage d'engins spatiaux et préparatifs de lancement (les licences sont délivrées par l'Agence spatiale russe).

iv) Services d'enquêtes et de sécurité

La fourniture de ces services est régie par la Loi sur les détectives privés et les services de sécurité de mars 1992 et la Loi sur les armes, et est assujettie à des licences obligatoires. Selon le Règlement n° 1272 du 17 novembre 1994, les licences concernant l'activité des détectives et les services de sécurité sont délivrées par le Ministère de l'intérieur.

La fourniture de services annexes à la mise au point, à la production et au fonctionnement d'instruments de codage et d'informations codées et la fourniture de services touchant l'interception de renseignements dans les locaux du gouvernement sont obligatoirement soumises à l'octroi de licences par l'Agence fédérale des communications et de l'information d'Etat. Cette prescription est contenue

dans la Loi sur les organes fédéraux du réseau de communication et d'information d'Etat, le Décret présidentiel n° 334 du 3 avril 1995 et le Règlement n° 1418 du 24 décembre 1994.

En outre, selon le Règlement n° 333 du 15 avril 1995, le Service fédéral de sécurité impose à toute entreprise ou organisation l'obtention d'une licence pour la fourniture de services faisant appel à des données qui constituent des secrets d'Etat.

v) Services de gestion des ressources humaines

Selon le Règlement n° 1418 du 24 décembre 1994, la détention d'une licence est nécessaire pour exercer les activités ci-après:

- prestation de services rémunérés au titre de l'emploi de particuliers par des organismes privés (les licences sont délivrées par les organes du pouvoir exécutif aux niveaux infrafédéraux sur présentation d'un certificat du Service fédéral de l'emploi); et
- activités liées à l'emploi de citoyens russes à l'étranger (les licences sont octroyées par le Service fédéral des migrations sur présentation d'un certificat délivré par l'autorité compétente).

vi) Services photographiques, services d'emballage, d'impression et de publication

Selon le Règlement n° 1418 du 24 décembre 1994, les activités ci-après sont soumises à licence:

- impression des permis de conduire (la délivrance des permis relève du Ministère de l'intérieur);
- services de cartographie (les licences sont délivrées par le Service fédéral de géodésie et de cartographie).

b) Services de communication

Les services de communication sont régis par la Loi fédérale sur les communications adoptée par la Douma le 20 janvier 1995. Les activités des personnes physiques et morales qui touchent aux services de communication sont assujetties à des licences qui sont délivrées par le Ministère des communications. Le contrôle de la délivrance des licences dans le secteur des communications est l'affaire du Gossvyaznadzor.

Les coentreprises avec des organisations étrangères ou des citoyens étrangers sont autorisées pour la distribution du courrier express national ou international, de même que pour la distribution de matériel publicitaire.

En ce qui concerne les télécommunications, la création de coentreprises est autorisée pour la fourniture des services suivants:

- toutes les formes d'activités en matière de communication sur des réseaux de communication déterminés (ceux qui ne sont pas raccordés au réseau de commutation public);
- services de communications téléphoniques locales (rurales, urbaines, régionales);
- services de communication à valeur ajoutée.

Les demandes de raccordement au réseau national de télécommunications de base présentées par les fournisseurs étrangers de services sont examinées cas par cas.

Les prescriptions en matière de qualification, les normes techniques et les prescriptions en matière de licences ou d'enregistrement requises pour la fourniture de services de communication sont conformes aux dispositions des décisions, conventions et accords de l'Union internationale des télécommunications (UIT), de l'Union postale universelle (UPU), de la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications et de l'Institut européen des normes de télécommunication.

c) Services audiovisuels

i) Services de radiodiffusion et de télévision

La radiodiffusion directe, c'est-à-dire la transmission de signaux de radiodiffusion, est régie par la Loi fédérale sur les communications. Les activités des sociétés de radiodiffusion, qu'elles soient publiques ou commerciales, sont régies par la Loi n° 2124-1 du 27 décembre 1991 sur les moyens de communication de masse.

Les licences en vue de la diffusion d'émissions radiophoniques sur le territoire russe sont délivrées par le Service fédéral pour la télévision et la radiodiffusion, sous réserve de l'approbation préalable du Ministère des communications, conformément aux Dispositions relatives à l'octroi de licences en matière de télévision et de radiodiffusion et au Règlement n° 1359-1 du 27 décembre 1994 sur l'octroi de licences en matière de télévision et de radiodiffusion.

Il existe environ 900 sociétés commerciales exerçant des activités dans ce secteur. A l'heure actuelle, la législation russe n'impose pas de limites quantitatives à la diffusion de programmes étrangers ou à la participation des investisseurs étrangers à la création et au financement de sociétés de diffusion.

ii) Services de production et de distribution de films cinématographiques et de films vidéo

Le Comité cinématographique de la Fédération de Russie est l'organe chargé de la réglementation dans ce secteur. Conformément au Règlement n° 396, l'enregistrement des films cinématographiques et des bandes vidéo destinés à des projections publiques dans des salles de cinéma et des salles vidéo et d'autres installations analogues est obligatoire. Il n'existe pas actuellement de quotas de diffusion.

d) Services de distribution

Conformément à la législation, le règlement des questions concernant les services de commerce de gros et de détail relève des autorités régionales et locales. Le contrôle de la qualité est l'affaire des services d'inspection du Comité du commerce. La délivrance de licences est requise uniquement pour les produits frappés de droits d'accise.

Les petites et moyennes entreprises dominent dans ce secteur. A l'heure actuelle, 61 pour cent des entreprises commerciales et 41 pour cent des entreprises assurant des services de restauration (par rapport à l'ensemble des entreprises qui ont l'autonomie financière) sont des petites et moyennes entreprises (dont le nombre d'employés ne dépasse pas 15 personnes dans le commerce de gros et 30 dans le commerce de détail).

Le commerce de gros a été radicalement transformé. Les organismes spécialisés dans cette forme de commerce ont été transformés en associations, sociétés et entreprises.

e) Services d'éducation

Selon le Règlement n° 1418 du 24 décembre 1994, dans le domaine de l'enseignement, les licences sont délivrées par les organismes ci-après:

- pour l'enseignement préscolaire, primaire, polyvalent, de base et secondaire, ainsi que pour l'enseignement primaire professionnel et l'enseignement secondaire pédagogique, par les organes du pouvoir exécutif aux niveaux infrafédéraux;
- pour l'enseignement secondaire spécialisé et l'enseignement supérieur spécialisé des différents cycles, par le Comité d'Etat pour l'enseignement supérieur;
- pour l'enseignement supérieur pour la formation d'ingénieurs et de professeurs par le Ministère de l'éducation.

Le Règlement du 24 avril 1995 intitulé "Modalités d'élaboration des normes d'Etat relatives à l'enseignement secondaire professionnel" contient des prescriptions additionnelles concernant les services d'enseignement.

Les entreprises étrangères qui opèrent dans ce secteur de services et qui sont enregistrées en tant que personnes morales russes bénéficient du traitement national. Les textes juridiques qui régissent la participation aux services d'éducation ne contiennent pas de dispositions incompatibles avec le traitement de la nation la plus favorisée.

e) Services liés à la protection de l'environnement

Dans le domaine de la protection de l'environnement, la délivrance de licences est régie par le Règlement n° 1418 du 24 décembre 1994 sur la délivrance de licences en vue de l'exercice de types d'activités spécifiques et relève du Ministère de la nature et des entités territoriales de protection de la nature. Les certificats dans ce domaine sont délivrés par le Ministère de la nature, en coordination avec le Gosstandard.

Selon la Loi sur la protection de l'environnement, toute décision économique dont la mise en oeuvre risquerait de nuire à l'environnement doit faire l'objet d'un examen environnemental par les services de l'Etat.

f) Services financiers

i) Assurances

D'après les statistiques de 1994, le montant total des primes d'assurance encaissées représentait 1,2 pour cent du produit national brut. Au 1er juin 1995, 2 690 entreprises d'assurance étaient inscrites sur un registre d'Etat; 54 pour cent d'entre elles étaient présentes sur le marché depuis moins d'un an. Les compagnies d'assurance d'Etat représentaient 5 pour cent du total et 56 pour cent des primes encaissées se répartissaient entre 50 grandes sociétés. Au 1er septembre 1995, 71 compagnies d'assurance à participation mixte étaient enregistrées en Russie.

Le cadre législatif de l'activité des compagnies d'assurance et des services d'assurance comprend le Code civil de la Fédération de Russie, la Loi sur les assurances du 27 novembre 1992 (dont la nouvelle version a été adoptée par la Douma de l'Assemblée fédérale le 14 juillet 1995), la Loi sur l'assurance maladie au profit des citoyens de la Fédération de Russie et les textes législatifs du Rosstrakhnadzor.

La réglementation du marché des assurances se fonde sur des prescriptions générales concernant l'agrément et l'enregistrement des assureurs, des courtiers d'assurance, des contrôleurs et des associations d'assureurs et le contrôle prudentiel, notamment la vérification des comptes et la présentation de rapports. La coordination dans ce domaine est assurée par le Service fédéral de surveillance des assurances de la Russie, qui est un organe du pouvoir exécutif (Rosstrakhnadzor).

La Loi sur les assurances définit les assureurs comme des personnes morales constituées en sociétés par actions ou en groupements d'Etat (entreprises d'assurance), et ayant reçu l'autorisation d'exercer dans la Fédération de Russie, comme cela est prévu par la Loi et par les règlements des associations d'assurances mutuelles. Les assureurs-vie n'ont pas le droit de distribuer d'autres produits d'assurance. Les activités de réassurance et de courtage sont également soumises à autorisation.

La Loi sur les assurances confère à la Compagnie russe d'Etat le droit exclusif de distribuer diverses assurances obligatoires autorisées par décision du gouvernement de la Fédération de Russie. L'assurance maladie est obligatoire en Russie.

La loi autorise les personnes morales et physiques étrangères à participer à la création d'entreprises d'assurance en Russie, leur participation au capital étant limitée à 49 pour cent. La loi n'autorise pas les activités de courtage visant à conclure des contrats d'assurance en Russie pour le compte d'assureurs étrangers, sauf si les traités internationaux signés par la Fédération de Russie ou les lois fédérales en disposent autrement.

La législation n'autorise pas la vente transfrontières de services d'assurance. Les assureurs étrangers doivent établir une succursale sur le territoire russe.

ii) Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)

D'après l'article 2 de la Loi sur les banques et l'activité bancaire, le système bancaire de la Fédération de Russie comporte deux niveaux: au premier se trouve la Banque centrale et au second, les banques commerciales et les établissements de crédit non bancaires agréés par la Banque centrale. Les opérations bancaires en devises ne peuvent être effectuées que par les établissements ayant obtenu de la Banque centrale une licence de change. Il existe actuellement trois catégories de licences de change:

- 1) les licences internes, qui autorisent à effectuer un nombre limité d'opérations bancaires en devises (comptes en devises, opérations internationales, services de change, etc.);
- 2) les licences internes élargies, qui permettent, en plus des opérations susmentionnées, d'établir des relations avec des banques étrangères correspondantes;
- 3) les licences générales, qui autorisent à effectuer une large gamme d'opérations bancaires en roubles et en devises, stipulées par la Loi sur les banques et l'activité bancaire.

Il existe actuellement 2 570 banques sur le territoire de la Russie. Sur ce nombre, 268 possèdent une licence générale, 262 une licence interne élargie et 527 une licence interne. L'article premier de la Loi sur les banques et l'activité bancaire autorise les prises de participation de banques étrangères en Russie. Les banques étrangères peuvent exercer une activité bancaire sur le territoire russe en créant des établissements en participation ou en établissant des filiales. La Banque centrale de Russie peut imposer à ces établissements des exigences supplémentaires en matière de fonds propres afin de permettre à toutes les banques d'entrer en concurrence sur un pied d'égalité. Les partenaires étrangers ou les banques étrangères sont tenus de participer au capital statuaire à hauteur d'au moins 2 millions de dollars, selon le taux de change en vigueur au moment de l'investissement.

Pour établir une succursale sur le territoire de la Fédération de Russie, un établissement bancaire en participation ou une banque étrangère doit avoir une autorisation spéciale de la Banque centrale. Pour obtenir cette autorisation, une banque étrangère doit jouir d'une situation financière saine et d'une excellente réputation commerciale. La préférence est donnée à celles dont les obligations à court terme répondent au classement IBCA et dont la notation par Moody's ou Standard and Poors est d'au moins AA prime-1. Une succursale d'une banque non résidente établie sur le territoire russe doit être dotée d'un capital suffisant, dont le montant est fixé par la banque non résidente en accord avec la Banque centrale. Celui-ci ne peut être inférieur à 5 millions de dollars, selon le taux de change fixé par la Banque centrale.

Le 29 mars 1993, le Conseil d'administration de la Banque de Russie a fixé à 12 pour cent la limite de la participation étrangère au système bancaire russe. Cette limite s'applique aux banques dont le capital statuaire est constitué pour plus de 50 pour cent de fonds étrangers. A l'heure actuelle, 180 banques à participation étrangère sont enregistrées et exercent une activité bancaire en Russie. Seize d'entre elles sont contrôlées à plus de 50 pour cent par des non-résidents, dont dix sont entièrement sous contrôle étranger.

Le Décret présidentiel n° 1924 du 17 novembre 1993 a imposé des restrictions temporaires, applicables jusqu'au 1er janvier 1996, aux banques étrangères et à leurs filiales et aux établissements bancaires en participation qui sont contrôlés à plus de 50 pour cent par des non-résidents et qui ne fournissaient pas de services aux résidents avant le 15 novembre 1993 ainsi qu'aux établissements ayant obtenu une licence après cette date. Le Décret présidentiel n° 1184 du 10 juin 1994 a autorisé la suspension de ces restrictions pour les banques dont le pays d'origine avait signé avec la Russie un accord sur la promotion et la protection des investissements. Les restrictions ont été levées également pour les banques et les filiales qui avaient obtenu l'agrément de la Banque de Russie avant la publication du décret. Le Décret présidentiel n° 419 du 27 avril 1995 a ensuite levé les restrictions au bénéfice de certaines banques commerciales entièrement sous contrôle étranger enregistrées avant le 5 novembre 1993.

Actuellement, les licences sont délivrées aux banques étrangères et aux établissements en participation selon le principe de la réciprocité du traitement, par leur pays d'origine, des filiales, des succursales et des bureaux de représentation des banques russes.

#### 1. Valeurs mobilières

L'Assemblée fédérale est en train d'examiner la Loi fédérale sur le marché boursier dans la Fédération de Russie. En attendant l'adoption de cette loi, le marché des valeurs mobilières est réglementé par les lois et les décrets du Président et du gouvernement de la Fédération de Russie et par les dispositions réglementaires prises par le Ministère des finances et par la Commission fédérale de la bourse et des valeurs mobilières.

Le Décret présidentiel n° 2063 du 4 novembre 1994 sur la réglementation du marché boursier dans la Fédération de Russie stipule que les activités boursières, notamment la souscription, le placement, l'achat et la vente de titres, sont soumises à autorisation, conformément à la législation en vigueur. L'activité des personnes physiques et morales agissant en qualité d'investisseurs sur le marché des titres ou sur le marché financier, y compris ceux qui négocient des actions et d'autres titres, peut être soumise à des restrictions par des lois fédérales ou des décrets présidentiels. Le Décret n° 2063 stipule en outre les services pouvant être fournis dans le cadre du marché des valeurs mobilières, à savoir:

- le courtage - conclusion d'opérations sur titres, civiles et légales, moyennant des commissions et/ou des garanties;

- la négociation de titres - opérations d'achat ou de vente pour compte propre ou sur la base des prix annoncés publiquement;
- le dépôt - garde de titres et/ou comptabilisation des droits sur les titres;
- la gestion de portefeuilles - activité menée par le dépositaire du portefeuille de titres selon la procédure établie par la loi;
- la compensation de titres - détermination des engagements mutuels et/ou transfert de fonds pour le règlement d'opérations sur titres;
- les autres services liés à l'organisation du marché - services destinés à faciliter les opérations sur titres entre les opérateurs, y compris les opérations de bourse.

Par le Règlement n° 78 du 28 décembre 1991, le gouvernement de la RSFSR avait approuvé la disposition relative à l'émission et à la cession de titres et d'actions en RSFSR. Conformément à cette disposition, le Ministère des finances de la Fédération de Russie a décidé:

- de soumettre à autorisation les opérations sur titres des fonds de placement et l'activité des gestionnaires de ces fonds (Instruction n° 1212 du 28 décembre 1992 du Ministère des finances de la Fédération de Russie);
- de soumettre à autorisation les établissements de placement (Instruction n° 91 du 12 septembre 1992 du Ministère des finances de la Fédération de Russie);
- de soumettre à autorisation les activités boursières relatives aux opérations sur titres (Instruction n° 20 du 13 avril 1992 du Ministère des finances de la Fédération de Russie).

Aucune des instructions susmentionnées ne prévoit de restriction à la participation des non-résidents au marché des valeurs mobilières.

Les services de crédit-bail en Russie sont régis par le Décret présidentiel n° 1929 du 17 septembre 1994 sur le développement du crédit-bail et par le Règlement n° 655 du gouvernement de la Fédération de Russie en date du 29 juin 1995 sur le développement du crédit-bail dans le cadre de l'investissement. Le gouvernement a adopté une décision concernant la participation de la Russie à la Conférence d'Ottawa de 1988 sur le crédit-bail.

g) Services de santé et services sociaux

Selon l'Arrêté n° 146 du Ministère de la santé et de l'industrie des produits médicaux et pharmaceutiques, en date du 29 mai 1995, relatif aux conditions d'exercice d'une activité médicale ou pharmaceutique dans la Fédération de Russie par les personnes formées à l'étranger, les ressortissants étrangers peuvent fournir des services médicaux et pharmaceutiques dans le pays à condition que les organes fédéraux chargés de l'éducation reconnaissent leurs qualifications, conjointement avec le Ministère de la santé. Pour fournir des services médicaux et pharmaceutiques, il faut une licence du Ministère de la santé.

h) Services relatifs au tourisme et aux voyages

Conformément au Règlement n° 1418 du gouvernement de la Fédération de Russie en date du 24 décembre 1994, la prestation de services relatifs au tourisme international est soumise à un régime

de licences obligatoires délivrées par le Comité d'Etat pour les sports et le tourisme. A ce jour, 4 416 licences ont été accordées à des établissements touristiques, dont 186 à des établissements à participation étrangère et à des sociétés entièrement sous contrôle étranger.

Les sociétés étrangères opérant dans ce secteur qui sont enregistrées en tant que personnes morales russes bénéficient du traitement national. Les règlements régissant les services touristiques en Russie ne contiennent pas de dispositions incompatibles avec le traitement de la nation la plus favorisée.

i) Services de transports

Les transports aériens, fluviaux, maritimes et routiers sont réglementés par le Ministère des transports de la Fédération de Russie, par l'intermédiaire de ses départements compétents, tandis que les transports ferroviaires sont réglementés par le Ministère des transports ferroviaires. Les entreprises de transport doivent avoir une licence du Ministère des transports, conformément au Règlement du gouvernement de la Fédération de Russie.

En ce qui concerne les transports aériens, le Règlement gouvernemental n° 850 du 23 août 1993 stipule qu'une licence est nécessaire pour fournir les services commerciaux suivants: a) transport des voyageurs et des marchandises; b) maintenance des aéronefs, fourniture de services aux voyageurs et manutention des marchandises dans les aéroports; c) services commerciaux auxiliaires. Conformément aux accords sur le trafic aérien, les compagnies aériennes et les entreprises étrangères qui organisent des vols vers la Fédération de Russie ont le droit d'ouvrir des bureaux de représentation pour la conduite de leurs activités commerciales et publicitaires. Les compagnies aériennes qui veulent ouvrir des bureaux doivent en faire la demande au Département des transports aériens, qui délivre des licences conformément au Règlement sur l'établissement et le fonctionnement des bureaux de représentation des entreprises, des banques et des organisations étrangères (approuvé par le Règlement du Conseil des ministres en date du 30 novembre 1989).

D'après le Règlement gouvernemental n° 840 du 23 août 1993, les services de transports maritimes et de transports par les voies navigables intérieures ainsi que divers services auxiliaires sont soumis à licence. Un régime fiscal préférentiel est appliqué aux navires étrangers battant pavillon d'Etats avec lesquels la Fédération de Russie a conclu des accords de commerce maritime. D'après la Charte des transports par voies navigables intérieures (article 5), les navires étrangers ne peuvent naviguer sur les voies navigables intérieures de la Russie.

Dans le domaine des transports routiers, les Règlements gouvernementaux n° 118 du 26 février 1992 et n° 372 du 23 avril 1994 stipulent qu'une licence est nécessaire pour fournir les services suivants: a) transports urbains, suburbains, interurbains, interrégionaux et internationaux de marchandises et de voyageurs; b) services de transitaires; c) services de maintenance et services techniques. Les licences sont toutes délivrées pour une durée déterminée (trois mois, un an ou cinq ans) par les départements régionaux du service russe d'inspection des transports et par ses filiales. Les licences pour les services de transports internationaux et les services auxiliaires sont délivrées par le Ministère des transports de la Fédération de Russie ou par des organismes habilités par lui.

La plupart des accords intergouvernementaux relatifs aux transports routiers internationaux conclus par la Fédération de Russie prévoient la délivrance de licences, au cas par cas, pour le transport de marchandises et de voyageurs entre la Russie et les pays d'origine, de destination ou de transit. Le nombre de licences ainsi délivrées est fixé annuellement.

D'après le Règlement gouvernemental n° 536 du 25 mai 1994, le Ministère des transports établit la liste des services relatifs à la conception, à la construction, à la réfection et à l'entretien des routes



et des équipements routiers; cette liste est soumise à l'approbation du Comité d'Etat de la Fédération de Russie pour l'architecture et les travaux publics.

Les transports ferroviaires sont réglementés principalement par la Loi fédérale n° 153-F3 du 20 juillet 1995 sur les transports ferroviaires et par la Charte des chemins de fer de l'URSS de 1964. Les tarifs des transports intérieurs de marchandises et de voyageurs sont régis par le Règlement gouvernemental n° 239 du 7 mars 1995 sur les mesures relatives à la réglementation des prix (tarifs), comme suit:

- le gouvernement de la Fédération de Russie réglemente les tarifs du transport des marchandises, des voyageurs, des bagages et du courrier (à l'exception du transport suburbain);
- les tarifs des transports suburbains sont fixés par les chemins de fer en accord avec le Ministère des transports ferroviaires de la Fédération de Russie. Les administrations régionales et locales sont autorisées à réglementer les tarifs du transport de voyageurs et de bagages par les chemins de fer suburbains.

#### Traitement de la nation la plus favorisée (NPF)

La Fédération de Russie a contracté des engagements internationaux vis-à-vis de la plupart des pays de la CEI pour presque toutes les catégories de transports (sauf les transports aériens) en ce qui concerne la liberté de circulation et de transit des marchandises sur leurs territoires.

#### Base institutionnelle des relations commerciales et économiques avec les pays tiers

Les accords bilatéraux ou internationaux sur le commerce des services signés par la Russie réglementent en particulier les relations dans le domaine des transports internationaux. Deux cent soixante et un accords de ce type étaient en vigueur au 1er janvier 1995, dont:

- 41 dans le domaine des transports routiers (y compris 12 avec les pays de la CEI et les pays baltes);
- 129 dans le domaine des transports aériens (y compris huit avec les pays de la CEI et les pays baltes);
- 84 dans le domaine des transports maritimes;
- trois dans le domaine des transports fluviaux;
- quatre dans le domaine des transports ferroviaires.

Comme cela a été dit précédemment, certains accords prévoient des restrictions à l'application du traitement de la nation la plus favorisée dans le commerce des services.

Des renseignements sur l'intégration économique, les unions douanières, les zones de libre-échange et le marché du travail seront communiqués en fonction des progrès de l'intégration entre la Fédération de Russie et les autres pays, en particulier les membres de la CEI. La Fédération de Russie participe à presque toutes les organisations économiques multilatérales de caractère mondial.

ANNEXE 1Tableau 1Part du secteur des services dans le PIB

	En % du PIB	
	1993	1994
Ensemble des services,	42,0	53,5
dont:		
Services liés au marché	31,0	41,0
Transport	6,8	10,5
Communications	0,7	1,1
Commerce et restauration collective	12,2	12,6
Approvisionnements matériels et services techniques	1,4	1,3
Acquisitions	0,3	0,2
Services d'information et de télécommunication	0,1	0,1
Affaires immobilières	0,2	0,2
Activités commerciales générales nécessaires pour le fonctionnement du marché	1,2	1,2
Services annexes à la géologie, la prospection, la géodésie et l'hydrométrie	0,2	0,2
Logement	0,6	0,8
Services publics non liés à la production	0,1	0,3
Services financiers, services de crédit et services d'assurance	5,5	10,0
Services scientifiques et connexes	0,4	0,3
Soins de santé, sports et sécurité sociale	0,1	0,3
Education, culture et art	0,1	0,2
Gestion	0,5	0,9
Autres services	11,0	12,5
Services annexes des transports routiers	0,1	0,2
Organisations servant l'agriculture	0,1	0,1
Logement	1,8	1,9
Services communaux	0,5	0,5
Services scientifiques et connexes	0,6	0,6
Soins de santé, sports et sécurité sociale	2,0	2,1
Education, culture et art	3,2	3,6
Défense	1,3	2,0
Gestion	1,2	1,3
Associations publiques	0,2	0,2

Tableau 2

Emploi dans le secteur des services en 1994 et durant le premier  
semestre de 1995 (en pourcentage)

	1994	1er semestre de 1995
Emploi dans l'économie de la Fédération de Russie - total	100,0	100,0
Dont secteur des services	46,3	48,1
Dont industrie - commerce, restauration collective, approvisionnements matériels et services techniques, acquisitions	9,5	9,7
Transport et communications	7,8	7,8
Services d'information et de télécommunication	0,1	0,1
Logement et services communaux et services publics non liés à la production	4,4	4,8
Soins de santé, sports et sécurité sociale	6,4	6,7
Education, culture et art	10,8	11,3
services scientifiques et connexes	2,7	2,5
services de crédit et d'assurance publique	1,1	1,1

Tableau 3

Structure des principaux indicateurs du commerce extérieur des services de la  
Fédération de Russie avec les pays étrangers pour 1993-1994\*

	Exportation de services				Importation de services			
	1993		1994		1993		1994	
	en millions de dollars	en % du total	en millions de dollars	en % du total	en millions de dollars	en % du total	en millions de dollars	en % du total
Volume des services - total	6 437,0	100,0	6 906,0	100,0	9 155,0	100,0	13 769,1	100,0
Dont:								
Transport	2 724,0	42,3	3 074,0	44,5	2 647,0	28,9	2 413,0	17,5
Tourisme	2 545,0	39,5	2 053,0	29,7	3 962,0	43,3	6 825,0	49,6
Construction	243,0	3,8	131,0	1,9	1 047,0	11,4	1 860,0	13,5
Postes et communications	2,6	0,0	32,0	0,5	0,2	0,0	28,3	0,2
Services commerciaux, services annexes à l'agriculture et aux industries extractives et manufacturières	437,6	6,8	327,3	4,7	2,6	0,0	2,9	0,0
Location-vente de matériel de transport	18,9	0,3	17,3	0,3	-	-	0,4	0,0
Recherche-développement	10,0	0,2	22,6	0,3	2,9	0,0	0,8	0,0
Services juridiques, comptabilité, audit, conseil fiscal et conseil en matière de commercialisation	237,4	3,7	297,9	4,3	32,3	0,4	107,4	0,8
Reprographie	79,7	1,2	46,6	0,7	50,9	0,6	84,9	0,6
Services commerciaux non compris dans d'autres catégories	22,8	0,4	33,5	0,5	52,7	0,6	24,6	0,2
Education	22,3	0,3	17,5	0,3	25,6	0,3	9,0	0,1
Actifs non matériels, non financiers	0,8	0,0	3,6	0,05	39,6	0,4	23,8	0,2
Intermédiation financière et services auxiliaires	77,2	1,2	81,2	1,2	77,1	0,8	86,8	0,6
Autres services	15,6	0,2	768,5	11,1	1 215,1	13,3	2 302,2	16,7

\* Pays de la CEI non compris.